

La Côte d'Ivoire, à mi-chemin de la Sortie de Crise

1. INTRODUCTION

Dans le cadre du programme d'alerte précoce et de prévention de conflit, le réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (WANEP) a accompagné le processus de la transition en Côte d'Ivoire. WANEP Côte d'Ivoire, en partenariat avec d'autres organisations de la société civile, a incessamment surveillé la mise en œuvre de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) afin d'apprécier les acquis, d'identifier les défis et faire des recommandations concrètes à l'endroit des acteurs politiques clés.

Sur l'invitation de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), WANEP a pris part à l'observation du scrutin du 31 Octobre 2010 en Côte d'Ivoire. Le réseau national de WANEP en Côte d'Ivoire a également déployé cent trente neuf (139) observateurs nationaux dans plusieurs régions du pays qui ont observé le scrutin pour le compte de WANEP-CI afin de s'informer sur le déroulement du scrutin et surveiller les violences politiques.

Le scrutin du 31 octobre était tant attendu par tous les acteurs de la Côte

d'Ivoire car il s'est tenu dix (10) ans après la dernière élection présidentielle, huit (8) ans après le putsch manqué et cinq (5) ans après la fin du premier mandat du Président GBAGBO.

L'engouement suscité par cette longue attente s'est manifesté à ce premier tour du scrutin présidentiel par le fort taux de participation des ivoiriens qui s'élève à plus de 80% d'électeurs. A l'issue du scrutin du 31 octobre 2010, les résultats obtenus par les 14 candidats en lice demandent la tenue d'un second tour entre le

Les Candidats en lice pour le présidentiel 2010

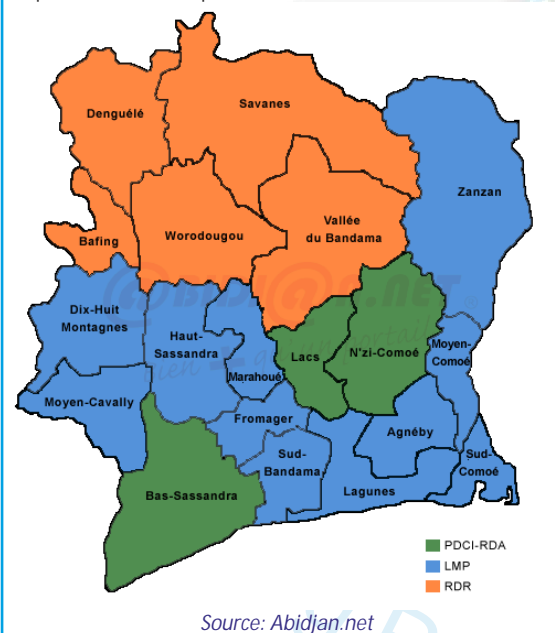
Président Laurent Gbagbo, le Chef d'Etat sortant âgé de 65 ans, veut rééditer l'exploit de 2000 et confirmer à jamais sa légitimité aux yeux du monde entier.

L'ancien Président, *Henri Konan Bédié*, à 76 ans, successeur de Feu Félix Houphouët-Boigny, compte retrouver son fauteuil perdu à la faveur de la mutinerie de soldats devenu un coup d'Etat en 1999 avec pour instigateur feu le Général Robert Guéi.

L'ancien Premier Ministre d'Houphouët Boigny, *Alassane Dramane Ouattara (ADO)*, à 68 ans a fini par être autorisé à convoiter le fauteuil présidentiel après sa première tentative en 2000 avec l'invalidation de sa candidature, il veut surtout prouver au monde entier qu'il est un combattant, mais veut par ailleurs se défaire des idées préconçues.

A côté de ces trois ténors de la politique ivoirienne, se trouvent 11 autres candidats indépendants ou représentants des partis ou coalition de partis. Ceux-ci relativement jeunes excepté Francis Wodié âgé de 74 ans, semblent plutôt se positionner pour 2015 qui verra certainement le renouvellement de la classe politique ivoirienne.

Résultat majoritaire par régions, des trois grands tenors lors du premier tour de la présidentielle en Côte d'Ivoire



RESEAU D'ALERTE PRECOCE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (WARN)

Le Réseau d'Alerte Précoce de l'Afrique de l'Ouest (WARN) fait une partie intégrante du Programme Ouest Africain d'Edification de la Paix, coordonné par le Réseau Ouest Africain d'Edification de la Paix (WANEP). A travers son programme WARN, WANEP prépare le terrain pour un réseau d'alerte précoce et de réponse basé sur la société civile en Afrique, privilégiant la sécurité humaine.

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), y compris le Cameroun et le Tchad. Au départ, notre concentration portait sur les pays du Bassin du Fleuve Mano: il s'agit des Sierra Leone, Guinée, Liberia et Côte d'Ivoire. Depuis, nous avons étendu pour couvrir l'ensemble de la sous région ouest africaine.

CEDEAO en signant le Protocole d'Entente (PE) dans le cadre du renforcement de la capacité en matière de la Prévention du Conflit. L'un des buts de cet accord est de servir d'interface entre WARN et les Systèmes d'Alerte Précoce de la CEDEAO pour optimiser la prévention de conflit de l'Alerte précoce en Afrique de l'Ouest. A cause de cela, WANEP gère un bureau de liaison dans l'enceinte du Secrétariat de la CEDEAO à Abuja au Nigeria depuis avril 2003.

WARN couvre l'ensemble de la sous région de la

Depuis 2002, WANEP a conclu un accord avec la

En reconnaissance du rôle et des réalisations du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP) dans la prévention des conflits et dans l'édification de la paix en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest, le Conseil Economique et Social des Nations Unies lors de sa session substantive de 2006 a octroyé à WANEP le statut consultatif spécial des Nations Unies. WANEP est dès lors mandaté à désigner (nommer) des représentants officiels aux Nations Unies à New York, Genève et Vienne pour renforcer ses stratégies de plaidoyer et de mobilisation pour la paix et la sécurité humaine.

Président sortant, M. GBAGBO Laurent et l'ex Premier Ministre, M. Alassane OUATTARA.

A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, ce document vise à analyser la particularité du scrutin, du contexte sociopolitique du second tour d'une part ; puis d'autres parts, d'interpeller les différents acteurs sur les enjeux de ce second tour et les alerter pour les scénarii envisageables de cette phase finale de l'élection présidentielle de sortie de crise qui reste très sensible mais surtout vitale pour consolider la paix encore fragile en Côte d'Ivoire.

Le rôle de leader économique de la Côte d'Ivoire et sa position stratégique dans la sous région interpellent les efforts de la CEDEAO et de la communauté internationale particulièrement l'Union Africaine et l'ONU dans la sortie de cette crise qui a ralenti le développement socio-économique et politique du pays.

A travers ce document d'analyse politique, des recommandations seront proposées, conformément aux scénarii envisagés, à l'endroit des deux candidats, des structures mandatées pour les élections, des décideurs régionaux et internationaux pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire.

2.0. Le contexte de la tenue du 1er tour

Depuis 2005, le mandat du président sortant Gbagbo Laurent était arrivé à son terme. Dès lors, les ivoiriens s'étaient préparés pour aller aux urnes afin d'élire leur nouveau président. Mais la situation de crise dans laquelle se trouvait le pays n'était pas favorable à la tenue de cette élection. Après 6 reports consécutifs en cinq ans, le scrutin a finalement eu lieu le dimanche, 31 octobre 2010. Ainsi, pour la première fois depuis l'indépendance du pays, 5.725.722 électeurs ont été convoqués pour choisir leur futur président parmi 14 candidats. Ce scrutin est sensé mettre fin à près de dix (10) ans de crise multidimensionnelle (ethnosociologique, militaire, politique, économique).

La société civile, les responsables religieux, les forces de défense et de sécurité (FDS) y compris l'ONUCI ont tous travaillé à la réussite du scrutin. De même, la communauté internationale a accompagné le processus sur le plan financier, matériel et technique. L'élection présidentielle du 31 octobre 2010 est unique dans l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, voire de l'Afrique de l'Ouest. Elle est considérée comme l'une des consultations les plus chères du monde (plus de 300 millions d'euros) puisqu'elle a été couplée avec d'autres activités de sortie de dix (10) ans de crise sociopolitique. Le scrutin a connu la participation de plus de trois mille (3000) observateurs nationaux et plus de cinq cent (500) internationaux.

Le taux de participation très élevé de 83,73% est une illustration de l'engouement de la population ivoirienne à mettre fin à la crise politique. Néanmoins, la période de dépouillement et de proclamation des résultats a engendré une impatience et une inquiétude générale.

La gestion des résultats, qui préoccupait les acteurs politiques avant même la tenue du scrutin, fût le grand enjeu de cette élection. Les candidats, leurs états major et les électeurs ont dû attendre deux jours après la clôture du scrutin pour avoir les premiers résultats donnant les premières tendances par la Commission électorale Indépendante. La fièvre de cette attente a fortement été ressentie dans tout le pays.

Certains faits ont accentué cette fièvre : l'arrestation du colonel Oulata Gaoudi, directeur départemental de campagne à Duékoué du candidat Alassane Ouattara; la mort du sieur Zebro Souleymane reconnu plus tard comme Ouédraogo Souleymane¹ qui avait travaillé en 2007 avec les Forces armées des forces nouvelles ; les principaux centres commerciaux sont restés fermés les 1er, 2 et 3 novembre 2010 ; les rumeurs de l'arrestation du Général Palenfo, ancien membre de la junte militaire au pouvoir de 1999 à 2000, et sensé proche du Candidat Alassane Ouattara et la séquestration de BLE Goudé Charles, Directeur

national de campagne chargé de la jeunesse du Candidat Laurent Gbagbo. Les faits qui ont apaisé la situation sont : d'abord, les visites rendues au Président Laurent GBAGBO par le Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. CHOI et l'ancien Président du Ghana John KUFFOR. Ces deux personnalités ont rendu visite au Président Laurent GBAGBO pour le féliciter du succès qu'a connu le scrutin du 31 octobre 2010. Ensuite, l'appel au calme du Premier Ministre Guillaume SORO invitant les ivoiriens au calme et à la patience. Il les a remerciés pour le succès du scrutin du 31 octobre et a demandé à la Commission Electorale Indépendante de communiquer les résultats partiels qui ont été consolidés. Enfin, l'appel au calme du Général des armées Philippe MANGOU. Dans la soirée du 2 novembre 2010, le Chef d'Etat-major de la Côte d'Ivoire a lancé un appel aux populations pour qu'elles sortent pour vaquer à ses occupations quotidiennes. Il a confirmé l'interpellation du Colonel OULATA GAUDI et a promis qu'il sera libéré dans les heures qui suivaient. Il a par contre démenti l'arrestation du Général Palenfo et de Blé GOUDE. Il a expliqué que le positionnement des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans les secteurs stratégiques est pour assurer la sécurité des ivoiriens et qu'il n'y a donc pas de raison de craindre quoique ce soit.

La Commission Electorale Indépendante (CEI) a géré les résultats d'une façon jugée transparente et méthodique avec l'assistance de l'ONUCI. La CEI a communiqué les résultats provisoires du scrutin du 31 octobre 2010, le 03 novembre 2010 aux environs de 24 heures, candidat par candidat, et département par département des dix-neuf (19) régions que compte le pays. Selon les chiffres officiels proclamés par le Conseil Constitutionnelle le 06 novembre 2010, les résultats des trois candidats sont les suivants par ordre alphabétique : Bédié Konan Henri Aimé (25,24%), Gbagbo Laurent (38,04%), Ouattara Alassane (32,07%). Les 11



Source: Abidjan.net

¹ Lundi 1er novembre 2010, le quotidien Soir Info

autres candidats se partagent environ 4% des voix avec un taux de participation de 83,73% et un taux de bulletins nuls de 4.66%.

Différentes missions d'observation, la CEDEAO, l'Union Africaine, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'ACP (Afrique Caraïbes et Pacifiques), des observateurs nationaux comme le WANEP-COTE D'Ivoire et autres ont félicité la CEI, le gouvernement et le peuple ivoirien pour le bon déroulement du scrutin.

L'implication de la CEDEAO à travers le Médiateur de la crise ivoirienne, le Président Blaise COMPAORE, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, des responsables religieux, de la société civile sont autant de facteurs qui ont garanti au processus, la crédibilité que les acteurs politiques ivoiriens et tous les ivoiriens de façon générale appelaient de leurs vœux.

Sur le plan sécuritaire, quatre forces interviennent pour sécuriser les candidats et le bon déroulement du processus électoral. Il s'agit des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) de la Côte d'Ivoire, du CCI² (Centre de Commandement Intégré), de la LICORN (Forces françaises) et de l'ONU.

Le deuxième tour s'annonce désormais plus périlleux que le premier avec des risques d'actes d'intimidation et d'empêchement de voter en faveur de l'un ou l'autre des candidats selon leur fief. La campagne électorale qui s'ouvrira du 20 au 26 novembre 2010 pour le second tour, risque fortement d'être dominée par les questions de nationalité et de violences verbales, voire physique. En effet, la jeunesse du RDR³ et celle du LMP⁴ sont réputées assez organisées et violentes par moment. En outre, les deux hommes (Gbagbo et Ouattara) se connaissent bien pour avoir déjà cohabité dans le Front Républicain en 1995 contre Konan Bédié avec le « boycott actif ».

3.0. Les Enjeux du Second Tour

Le second tour présidentiel est le dernier tournant d'un espoir de sortie définitive de la crise politico-militaire née du coup d'Etat manqué de septembre 2002 et de la rébellion qui a coupé le pays entre le nord et le sud. Cette dernière phase de l'élection du président de la république ivoirienne peut servir de déclic à l'avancement et au succès des processus de réunification et de désarmement dans un pays où les populations ont gardé les séquelles des conflits fratricides de ces dix dernières années. En un mot, les enjeux se situent au niveau de la gestion de la période postélectorale.

Le développement ne peut se faire que si le pays est unifié. Cette union ne deviendra une réalité que lorsque les principaux acteurs sociopolitiques se seront pardonnés et réconciliés. L'accomplissement de cette tâche présente des défis.

i) Les défis du second tour

Les défis du second tour se situent à deux niveaux à savoir : la campagne électorale et le fonctionnement des alliances.

Sur le plan de la campagne électorale, le second tour du 28 novembre est attendu avec impatience. Les deux candidats en lice chercheront à obtenir de nouveaux suffrages des douze autres candidats recalés. Le candidat Laurent Gbagbo de la coalition La Majorité Présidentielle (LMP) cherchera à agrandir la base de sa coalition. Le candidat Ouattara Alassane du RDR cherchera à élargir sa base à travers l'application des accords de la coalition avec le RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix).

Quelques jours après la proclamation des résultats définitifs du premier tour et bien avant le début de la campagne officielle du second tour de la présidentielle, plusieurs rapports de sources diverses dont les médias font état de propos polarisés sur la base ethnique ou nationaliste. Cette situation requiert une attention

particulière dans la mesure où ces deux problèmes que sont l'ethnicité et le nationalisme étaient des parmi les causes de la crise ivoirienne.

Le candidat Alassane OUATTARA a bénéficié du soutien de tous les partis du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), coalition des principales forces de l'opposition politique. Tous les militants et sympathisants des partis, membres du RHDP ont été appelés, au soir du dimanche 7 novembre, par l'ex-président Henri Konan Bédié à voter le Candidat Alassane Ouattara investi désormais comme candidat dudit regroupement. Le Candidat Ouattara, en bénéficiant du soutien de cette coalition des Houphouëtistes, a de fortes chances d'être élu comme président de la République de Côte d'Ivoire.

La question de l'identité ethnique et de la nationalité d' Alassane Ouattara seront au centre des débats et de la campagne électorale. La fibre patriotique/nationaliste sera rappelée et utilisée par la LMP.

Aucun candidat ne peut à lui seul prétendre gagner le second tour sans le soutien du reste des candidats.

ii) Les conditions d'un bon scrutin du second tour

La bonne tenue du second tour du scrutin présidentiel dépendra du peuple ivoirien. Tout comme au premier tour, le peuple ivoirien doit démontrer une fois encore sa maturité et sa détermination à en finir avec un processus de paix qui court depuis huit ans. Une manière, en effet, de solder les comptes avec le récent passé trouble du pays, de le mettre sur la voie du développement en mettant les politiques au pied du mur, les sommant pratiquement à construire ensemble, élu ou non, la paix nationale dans une Côte d'Ivoire réconciliée avec elle-même.

Outre le couplage des méthodes manuelles et électroniques ayant suscité un vif débat, la proclamation des résultats devait faire l'objet d'une vérification longue et méticuleuse,

² état-major mixte loyaliste/Forces Nouvelles (FN)

³ RDR: Rassemblement Démocratique des Républicains

⁴ LMP : La Majorité Présidentielle

depuis les 20.073 bureaux de vote en passant par les 415 commissions électorales jusqu'à la Commission centrale de la CEI.

Contrairement à la lenteur qu'a connue la proclamation des résultats lors du premier tour, les résultats du deuxième tour devraient être proclamés assez vite pour ne pas laisser libre cours aux rumeurs. Le défi réside dans le transport des procès verbaux (PV) issus des bureaux de vote mais surtout de leur centralisation.

Concernant la transparence du scrutin, il est important que les observateurs nationaux et internationaux soient impliqués dans le processus, du début jusqu'à la fin. La CEI doit vite proclamer les résultats. Elle doit encore faire preuve de neutralité et renforcer son indépendance et son pouvoir décisionnel. C'est le seul gage de confiance aussi bien pour le peuple que pour les candidats.

4.0. Les scénarii envisagés pour le deuxième tour

A la lumière de qui précède, ce document de politique envisage les scénarii suivants pour la période après l'élection en Côte d'Ivoire.

i) Scénario du pire cas : (Plausible)

L'élection s'est tenue le 28 novembre 2010 dans un climat tendu et menaçant. Les électeurs craignent pour leur vie et se terrent chez eux. Le taux de participation chute sensiblement. Certaines localités n'ont pas reçu le matériel électoral. Cette situation est exploitée par le candidat perdant qui demande à ses militants de ne pas reconnaître les résultats proclamés. Les partisans du candidat perdant descendent dans la rue et se livrent à des actes de violence ethnique. Un nombre important de victimes est observé, causant un déplacement massif des ivoiriens vers les pays voisins que sont le Ghana, la Guinée, le Burkina Faso, le Mali et le Liberia. Les FDS décrètent donc un état d'urgence. Les milices de chaque camp font parler d'eux. La crise



Source: Abidjan.net

est à nouveau ouverte.

ii) Scénario du cas moyen : (Très Plausible)

L'élection s'est tenue le 28 novembre 2010 avec de faibles cas de fraudes observées. Le matériel électoral a été relativement distribué à tous les bureaux de vote. Cependant, le candidat perdant remet en cause les résultats et saisit le Conseil Constitutionnel. Le contentieux électoral a été vidé et les résultats définitifs proclamés. Le camp des perdants manifeste mais les forces de défense et de sécurité ainsi que l'ONUCI assurent la stabilité et le retour à la paix. Des missions de médiation et de négociation sont menées avec le Médiateur, le Président Blaise COMPAORE pour l'acceptation des résultats. Le candidat perdant accepte finalement le verdict des élections dans l'intérêt de la paix et de l'unité nationale. La Communauté internationale félicite le vainqueur. Le nouveau Président prête serment et forme un gouvernement d'unité nationale comme un geste de réconciliation. Enfin, la Côte d'Ivoire tourne une nouvelle page de son histoire et s'engage résolument vers le cercle très restreint des nations démocratiques.

iii) Scénario du meilleur cas : (peu probable)

a) L'élection est tenue le 28 novembre 2010 avec une parfaite organisation. Les résultats et les procès verbaux sont vite envoyés à la CEI. Un des deux candidats gagne avec une bonne marge et le candidat perdant accepte le résultat malgré la pression de sa coalition. Le candidat élu fait des ouvertures tactiques en proposant à son opposant des postes « stratégiques » dans le gouvernement, mais pas dans le sens du partage de pouvoir mais de la réconciliation. Avec le soutien de la communauté internationale, un gouvernement d'union nationale est

formé.

b) L'élection se tient le 28 novembre 2010 avec un plus grand professionnalisme de la CEI et des agents recenseurs. Les électeurs se mobilisent massivement pour s'acquitter de leur devoir civique dans la paix et la discipline. La CEI gère le dépouillement et la proclamation des résultats provisoires dans le délai requis. Le candidat perdant conteste les résultats en utilisant les voies de recours légales et le Conseil Constitutionnel, après avoir vidé les contentieux électoraux, rend une ordonnance en faveur du candidat gagnant.

En se fondant sur les scénarii ci-dessus, le document de politique propose les recommandations suivantes aux parties prenantes en vue de prévenir l'escalade de la violence avant, pendant et après le jour du scrutin.

5.0. Les recommandations

La suite paisible du processus dépendra surtout de l'impartialité du Conseil Constitutionnel.

Pour permettre aux ivoiriens de rompre avec cette situation de paix armée, il est important que les acteurs de la communauté internationale, de la société civile ivoirienne et autres acteurs continuent d'accompagner activement les acteurs primaires pour la suite apaisée du processus électoral.

i) A l'endroit des candidats

Les acteurs primaires de ce processus sont les candidats. Leur rôle dans l'actuel processus est important. Ils doivent continuer à guider leurs partisans et sympathisants jusqu'à l'aboutissement paisible de ce processus. Ils doivent faire preuve de maturité démocratique et basés leurs campagnes sur les programmes et non sur les personnes et leurs vies personnelles. Ils doivent continuer la sensibilisation de leurs sympathisants à l'acceptation des résultats. Les deux candidats doivent user, si nécessaire,

des seules voies légales de recours pour régler tout contentieux électoral.

ii) A l'endroit de la Commission Electorale Indépendante (CEI)

La CEI doit corriger les anomalies et insuffisances du premier tour et renforcer les capacités des agents des bureaux de votes et des représentants des candidats pour une meilleure tenue du second tour. Elle doit surtout régler tous les problèmes de logistique et de finance pour la transmission rapide des procès verbaux à la commission centrale.

iii) A l'endroit du Conseil Constitutionnel

Le Conseil constitutionnel, qui s'appuie entre autres, sur la loi numéro 14 du code électoral du premier août 2008 et portant modification des ajustements du code électoral et qui a la responsabilité de clore le débat électoral, a pour mission de prendre la décision de confirmer les résultats provisoires donnés par la commission électorale ivoirienne.

Le rôle du Conseil Constitutionnel est capital dans le dénouement heureux de cette élection qui est indispensable pour une sortie définitive de crise. Le Conseil Constitutionnel doit observer sa neutralité et son impartialité dans le traitement des résultats à elle transmis par la CEI afin de permettre la réconciliation du peuple avec lui-même.

iv) A l'endroit de la communauté internationale

Le rôle de la communauté internationale est capital dans la bonne conduite des élections. C'est pourquoi,

la CEDEAO, l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies doivent continuer à collaborer avec les acteurs primaires pour que la Côte d'Ivoire tourne une nouvelle page de son histoire.

Sous l'égide de la CEDEAO, le Médiateur de la crise ivoirienne, son Excellence Blaise Campaoré, Président du Burkina Faso doit promouvoir le dialogue entre les deux candidats pour favoriser le bon déroulement du second tour.

v) A l'ONU,

Le certificateur des élections, doit mener plus d'actions sur le terrain afin que les résultats parviennent le plus tôt possible à la Commission centrale de la Commission Électorale Indépendante.

vi) A l'endroit de la société civile

Elle doit continuer la campagne de sensibilisation à la non violence, à l'acceptation des résultats et à la cohésion sociale pour permettre aux électeurs de ne pas céder aux provocations et autres propos injurieux qui pourraient mettre en mal la paix en CI.

La contribution des leaders religieux dans le processus électoral est importante. Les leaders religieux doivent poursuivre leur campagne de sensibilisation et de médiation pour consolider la paix encore fragile en Côte d'Ivoire.

6.0. Conclusion

La Côte d'Ivoire est à mi chemin dans sa marche vers la paix. Son devenir dépend de la gestion du second tour de l'élection présidentielle. Le pays a besoin du savoir-faire et de l'impartialité de tous les acteurs pour réussir ce pari. Les résultats du premier tour expriment forts heureusement la fatigue du peuple par rapport à la crise et sa volonté pour la paix et le développement.

Il faut que la sérénité continue de visiter le processus électoral ivoirien, afin que ce pays sorte de la longue crise dans laquelle il est empêtré depuis plusieurs années. Pour y arriver, il n'y a pas d'autre recette miracle que de reconnaître la vérité des urnes, tout en abordant le second tour avec honnêteté, responsabilité et esprit d'ouverture.

Building Relationships for Peace

Auteurs : Constant Gnacadja, Marguerite Yoli-Bi et Alimou Diallo

Rédacteur en chef/garantie de qualité : Emmanuel Bombande, Murtala Touray

Pour les renseignements, adressez-vous à : Emmanuel Bombande, Directeur Exécutif, WANEP, P.O. Box CT 4434, Cantonnements, Accra, Ghana.

Email: ebombande@wanep.org, wanep@wanep.org, Tel: +233 302 775 975/77; Fax: +233 302 776 018.

Website: www.wanep.org; Design & Mise en Page : Kwesi Enchill